



REVENDEICATIONS

La Guyane connaît actuellement un mouvement social exceptionnel et sans précédent. Certains parlent d'une révolution sociale.

La marche du 28 mars 2017 a eu un record d'affluence (40 000 manifestants à Cayenne et 10 000 à Saint-Laurent du Maroni).

Du jamais vu...

Ce mouvement social n'arrive pas par hasard, il exprime avec force la souffrance du peuple guyanais à tous les niveaux de la société et dans tous les domaines.

La DGFIP ne peut pas rester insensible à un tel mouvement populaire citoyen et responsable.

Ainsi, la CGT Finances Publiques exige que les revendications connues et posées depuis de longues dates soient maintenant prises en considération.

Telles que :

- des emplois en nombre suffisant dans tous les services
- un service public de proximité tenant compte de l'immensité du territoire
- des conditions de travail décentes

En effet, à maintes reprises et notamment lors du CTL du 13 décembre 2016 dans sa déclaration liminaire, la CGT Finances Publiques a demandé à l'administration fiscale de prendre en compte la charge de travail trop importante dans les services par rapport aux moyens alloués compte tenu de plusieurs éléments connus de tous :

- augmentation exponentielle de la population,
- l'immensité du territoire : la Guyane a une superficie égale à celle du Portugal,
- les conditions d'exercice de nos missions : 250 Km en voiture pour se rendre de Cayenne à Saint-Laurent du Maroni,

- Un service public de proximité faisant cruellement défaut en Guyane dans certaines parties du territoire,

Le Délégué du Directeur Général a refusé de faire un audit sur la situation des effectifs en reconnaissant que le résultat de cet audit était connu d'avance : **pas assez de moyens par rapport aux charges de travail des agents de la DRFIP.**

Par ses nombreuses missions, les Finances Publiques sont au cœur du fonctionnement de L'Etat.

Par conséquent la DGFIP doit saisir cette opportunité pour rattraper le retard structurel de la Guyane.

Cayenne, le 30 mars 2017